

## **Abstract**

Agricultural Crisis in a Mining State : Gaboon.

A cycle of mining industry began in Gaboon twenty years ago roughly. But the spectacular growth of the extracting activity did not go with an expansion of agriculture; on the contrary, an increasing food dépendance and a deep decay of the rural world, worsened by the lack of population on the Gabooneese soil, have been recorded. Three facts paralyzed the rural development which is in other respects running short of human and financial means and for which a true political will is lacking: little affinity of people for tillage, archaism of cultural methods, inorganized commercialization. So as to remedy the agricultural crisis, the developers have decided in favor of the introduction of industrial cultivations, highly capitalistic and mechanized; this results in the introduction of wage-earning classes in agriculture, but could not vivify an agonizing rural society.

## **Résumé**

Le Gabon est entré depuis une vingtaine d'années dans un cycle d'économie minière. Mais la croissance spectaculaire de l'activité extractive ne s'est pas accompagnée d'un développement du secteur agricole ; bien au contraire, on constate une dépendance alimentaire croissante et un profond dépérissement du monde rural, qu'aggrave le sous-peuplement de l'espace gabonais. Le peu d'attrait des hommes pour le travail de la terre, l'archaïsme des méthodes culturelles, l'inorganisation de la commercialisation paralysent un développement rural, par ailleurs démunie de moyens financiers et humains et auquel manque une réelle volonté politique. Pour remédier à la crise agricole, les « développeurs » ont opté pour l'implantation de cultures industrielles, hautement capitalistiques et mécanisées, ce qui a pour effet d'introduire le salariat dans l'agriculture, mais ne saurait vivifier une société rurale agonisante.

ROLAND POURTIER

## La crise de l'agriculture dans un État minier : le Gabon

La vocation minière du Gabon n'a cessé de s'affirmer depuis la mise en exploitation du pétrole en 1956, de l'uranium en 1961 et du manganèse en 1962. En 1977, sur 330 milliards de F CFA (1 F CFA = 0,02 F) d'exportations, les produits de l'activité minière représentaient 91,2 %, contre 7,8 % pour les produits de la forêt et seulement 0,5 % pour ceux de l'agriculture, le pétrole comptant à lui seul pour 73 %. Le « royaume de l'okoumé » de la période coloniale est ainsi devenu, par la magie des cours pétroliers, un « émirat équatorial » offrant à ses 600 000 habitants un PNB théorique de l'ordre de 3 000 dollars. Mais chaque médaille a son revers et la brillante façade de l'« eldorado » d'Afrique centrale ne parvient pas à masquer un inquiétant délabrement du monde rural. Les pouvoirs publics ont beau proclamer que la « priorité des priorités » doit aller à l'agriculture afin de préparer l'« après-pétrole », il y a loin du discours aux actes et l'on peut craindre qu'un processus difficilement réversible ne soit engagé, au terme duquel le développement du Gabon se verrait compromis par une dépendance alimentaire excessive.

S'il est vrai que l'agriculture n'a jamais été le point fort de l'économie gabonaise, vouée depuis le début du siècle à la monoexploitation forestière, le cycle minier, en se surajoutant au cycle de l'okoumé, n'a fait qu'accentuer la négligence générale vis-à-vis des problèmes agricoles. Qu'on en juge par le volume des fonds publics accordés à l'agriculture : ils n'ont jamais atteint 2 % du budget de développement de l'État. Quant au troisième plan quinquennal (1976-1980), il n'attribuait que 18 milliards au développement rural, sur un total de 681 milliards d'investissement. C'est dire combien l'agriculture, qui ne contribuait en 1974 que pour 2,8 % à la formation de la PIB (contre 16 % en 1964), est bien loin d'être prioritaire. Les rapports pourtant ne manquent pas, qui insistent sur les dangers à long terme d'un développement rural sacrifié à la croissance globale de l'économie, mais ils restent de peu de poids face à la dynamique minière et à ses exigences immédiates.

L'enrichissement récent de l'État, provoqué par la flambée des prix du pétrole, a eu pour effet d'accélérer l'exode rural, privant les villages

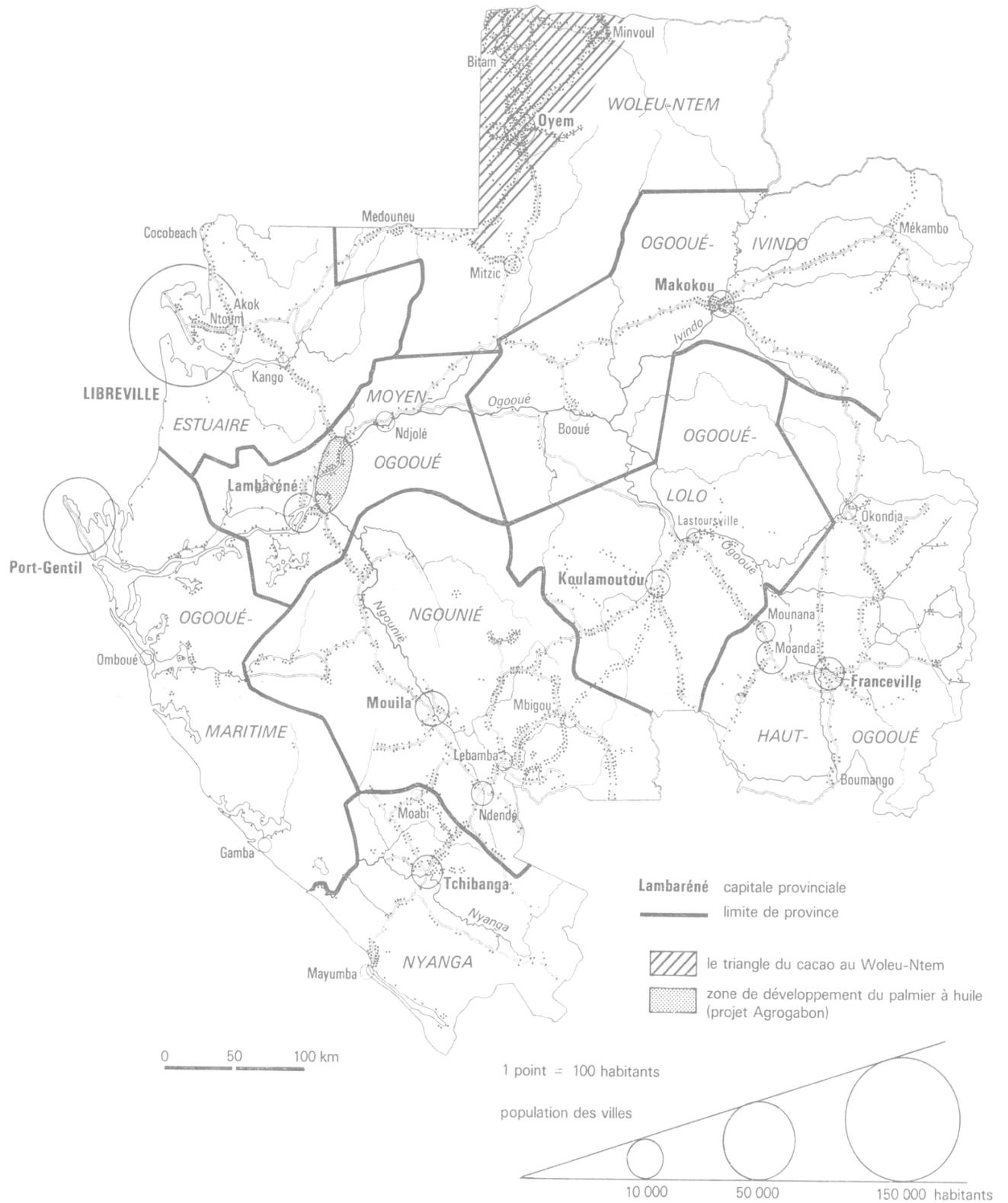


FIG. 1. Carte de situation.



de ce qui leur restait de force vive de travail, jeunes hommes et jeunes femmes attirés par un emploi dans un secteur tertiaire en expansion, ou par les retombées occultes de la richesse. Cette attraction de la ville — le taux d'urbanisation dépasse sans doute 50 % — est d'autant plus forte que le Gabonais n'est pas un paysan et n'éprouve qu'un goût modéré pour le travail de la terre. Et quel attrait pourrait conserver le village alors que les revenus monétarisés de l'agriculture, pour des raisons tenant au mode de production et aux insuffisances de la commercialisation, sont dans l'ensemble dérisoires en comparaison des salaires offerts dans les mines, les chantiers ou les villes (le SMIG a été porté à 30 000 F CFA en 1977) ? Certes on mange bien au village, assurément mieux qu'en ville, mais l'argent manque, et le désir d'en posséder vide les campagnes, au point que celles-ci assurent de moins en moins la couverture des besoins alimentaires des citadins.

#### UNE DÉPENDANCE ALIMENTAIRE CROISSANTE

La pénurie en produits vivriers de base — manioc ou bananes — affecte très fréquemment les marchés ; en conséquence, la loi de l'offre et de la demande faisant fi du contrôle des prix et de mercuriales toutes théoriques, les prix atteignent un niveau tel qu'il devient plus cher de manger « local » que de se nourrir de produits d'importation. La presse se fait souvent l'écho des difficultés de la ménagère ; *L'Union* du 6 janvier 1979 relevait les prix suivants sur les marchés de Libreville : 3 500 à 5 000 F CFA le régime de bananes plantain et 500 F CFA les « cinq doigts » (cinq bananes) ; 750 à 1 000 F CFA le paquet de manioc, 200 F CFA l'avocat, etc. Encore faut-il qu'il y ait un arrivage, ce qui n'est pas toujours le cas, spécialement à Port-Gentil qui, selon *L'Union* du 15 janvier 1979, « vit son cauchemar de pénurie de vivres et de poisson ». « Les temps sont durs, nous ne vivons plus que de riz et de maquereaux, mes enfants ne s'y habituent pas », commente une mère de famille. On pourrait multiplier les exemples.

Pour pallier ces insuffisances de la production nationale, les importations de denrées alimentaires ne cessent d'augmenter, passant de 4,6 milliards de F CFA en 1970<sup>1</sup> à 20 milliards de F CFA en 1977 pour le seul commerce hors UDEAC<sup>2</sup> (soit, pour 1977, 11,5 % du total des importations hors UDEAC). Sans doute la part des produits alimentaires reste-t-elle relativement modeste dans les importations globales, constituées principalement de biens d'équipement, mais elle devient très lourde si on la compare à la valeur ajoutée du secteur agricole estimée par le troisième plan à 15 milliards de F CFA. En défalquant des importations « alimentaires » les boissons (près de 5 milliards de F CFA), on en arrive à poser l'équivalence entre

1. *Étude du commerce extérieur réel du Gabon de 1964 à 1970*, Libreville, Ministère du Plan.

2. *Statistiques 1977*, Libreville, Direction générale des douanes.

la valeur des produits alimentaires importés et celle de la production agricole intérieure. Cette « équation », aussi grossière soit-elle, car elle appelle les réserves d'usage quant à la manière de calculer la valeur ajoutée agricole, n'en donne pas moins la mesure de l'ampleur du problème.

Faute de statistiques fiables, il n'est pas possible de connaître avec précision le volume de la production vivrière. On continue à se référer aux résultats du recensement agricole de 1960 (chiffres reproduits d'annuaires en rapport avec d'éventuelles variantes au gré des rédacteurs). Pour cette année-là l'estimation des principales productions s'établissait à : manioc, 165 000 t ; igname, 27 000 t ; banane, 80 000 t ; taro, 17 000 t.

Le troisième plan ne fait ressortir qu'une légère diminution du tonnage global (270 000 t contre 289 000 t) à partir d'une répartition différente : manioc fermenté 70 000 t ; igname, taro 68 000 t ; manioc tubercule 52 000 t ; banane 80 000 t. Mais quelle fiabilité accorder à ces chiffres quand on sait qu'un recensement agricole effectué sous l'égide de la FAO en 1974-75<sup>3</sup> estimait la superficie cultivée à 72 738 ha, contre 106 280 ha en 1960, soit une diminution de 30 % ? Étant donné que l'agriculture n'a connu aucun gain de productivité, c'est plutôt à une baisse de 30 % de la production qu'il faudrait conclure, si du moins les chiffres des recensements ne sont pas trop incertains. En fait tout atteste un fort déclin de l'agriculture, que ce soit la rétraction de l'économie villageoise, les difficultés d'approvisionnement urbain ou la part croissante des aliments importés.

TABLEAU 1

*Répartition des importations alimentaires (hors UDEAC)  
pour 1977 (en millions de F CFA)*

Viande	2 495	Blé, farine	1 491
Poisson	539	Riz	1 138
Lait BOF	2 051	Huiles	890
Légumes	961	Charcuterie, conserves	1 549
Fruits	251	Épicerie, divers	2 259

La lecture du Tableau 1 met en évidence l'importance d'une consommation de type urbain. Les importations de viande s'élèvent à plus de 6 500 t (carcasses expédiées de Rhodésie ; zébus du Cameroun ou du Tchad) et ne cessent d'augmenter, le gibier qui constituait l'essentiel de la nourriture carnée des villageois étant à peu près introuvable dans les grandes villes. Le pain a de plus en plus la faveur des consommateurs à Libreville, où il est plus facile d'acheter une « baguette » qu'un bâton de manioc ; une minoterie installée dans la capitale en 1968 par la SMAG (Société meunière et avicole du Gabon, liée au groupe SOMDIAA) alimente en farine les

3. *Recensement agricole 1974-75*, Libreville, Ministère de l'Agriculture, Projet FAO 71-186.

boulangeries ouvertes dans les principales villes du pays (en 1977 elle a écrasé plus de 20 000 t de blé). Quant au riz, on en importe actuellement 8 000 t.

Il est vrai que la population étrangère, peu habituée à la nourriture locale, constitue une importante clientèle pour les produits importés, qu'il s'agisse d'Européens (plus de 20 000), consommateurs à fort pouvoir d'achat, ou d'Africains (plus de 50 000). Il n'en reste pas moins certain que les Gabonais citadins font de plus en plus largement appel au circuit d'importation pour leur nourriture. La multiplication des magasins d'alimentation — dans lesquels on chercherait en vain des produits locaux si ce n'est des œufs — en est une preuve tangible et l'on peut prendre l'hypermarché Mbolo, ouvert en 1975 par la SCOA, comme symbole de cette orientation économique. De toute évidence, urbanisation et dépendance alimentaire vont de pair.

### *Une prise de conscience tardive et équivoque*

Le déclin de l'agriculture, chaque jour davantage ressenti, a fait prendre conscience aux pouvoirs publics de la nécessité et de l'urgence d'une politique agricole cohérente. Le ministère de l'Agriculture, chargé d'en fixer les orientations, s'adressa à la SATEC, secondée par le BDPA, pour l'élaboration d'un Plan directeur agricole. Un volumineux document<sup>4</sup> le premier du genre, fut présenté en 1977. Les principes et méthodes retenus pour promouvoir le développement du secteur agricole méritent attention. Pour répondre à « la double nécessité d'homogénéiser les niveaux de revenus entre les habitants et les régions, et d'approvisionner en vivres de première nécessité les centres urbains », le plan préconise « une agriculture fixe, intensive, mécanisée et salariale », autrement dit l'exact contrepied de l'agriculture traditionnelle qui est itinérante, extensive, familiale et dépourvue de tout outillage. Ce choix, qui découle d'une logique technocratique, vise à faire table rase des systèmes chancelants d'organisation du monde rural, plutôt qu'à chercher les moyens de les vivifier : « A la différence de bien d'autres pays, l'objectif sera moins d'accroître de façon persévérante au ras du sol la productivité de ce qui subsiste des formes traditionnelles d'exploitation agricole que de construire les bases d'une agriculture faisant un large appel aux équipements et aux techniques d'une agriculture moderne ». Et sur sa lancée, l'étude précise : « A cet égard, et au moins dans une première phase, l'action à entreprendre doit s'articuler autour d'un certain nombre de plantations agro-industrielles, seules capables d'offrir aux ruraux des emplois présentant des caractéristiques voisines de l'industrie, aussi bien du point de vue de la nature et de l'organisation des tâches à accomplir que des revenus et des modes de vie qui en découlent. »

4. *Plan directeur agricole*, Libreville, Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement rural, 1977.

Voilà bien l'essentiel, on opte pour l'introduction des méthodes industrielles dans la production agricole, ce qui signifie en clair qu'on renonce à rénover le paysannat pour le transformer en salariat.

Certes cette orientation est nuancée par le souci d'assurer « la promotion du paysannat dans les deux zones où il est suffisamment dense pour être encadré, Woleu Ntem et Ngounié ». Toutefois force est de constater que durant ces dernières années l'action en faveur du paysannat n'a guère dépassé le stade des intentions, alors que les premiers blocs agro-industriels se mettent en place. En privilégiant ce type d'entreprises, ne renonce-t-on pas à un authentique « développement rural » ? Sacrifier les opérations « persévérantes, au ras du sol », au profit d'une méthode industrielle qui banalise le travail, c'est faire peu de cas des hommes et briser les derniers liens assurant la cohésion de la société rurale. En optant pour une stratégie de la rupture, les responsables du développement reconnaissent implicitement leur impuissance à adapter progressivement le corps rural gabonais à l'économie moderne. Il est vrai que le dépérissement des campagnes a atteint un point tel qu'on voit mal les moyens d'en assurer le sauvetage.

#### LA CRISE DE LA SOCIÉTÉ RURALE

La société rurale a été gravement perturbée par les bouleversements consécutifs à la croissance de l'économie minière. L'attrait conjugué des salaires et de la ville est si puissant qu'il ne reste au village que les petits enfants et les vieux. Autrefois centre d'une vie sociale active, il n'est plus guère animé que par des cérémonies de retrait de deuil, et sombre dans une triste léthargie. Partout le même spectacle de maisons fermées ou menaçant ruine, quand ce n'est pas le village tout entier qui est abandonné. Sans doute, ici où là, en particulier dans le Woleu Ntem, voit-on de belles maisons neuves, mais ce sont le plus souvent les résidences secondaires de fonctionnaires citadins, impropres à redonner vie au village. Si l'exode rural est un phénomène universel, il atteint au Gabon, dans un contexte de sous-peuplement, un seuil critique.

#### *Des campagnes exsangues*

Le taux de population rurale du Gabon était proche de 80 % en 1960 ; il n'atteint pas aujourd'hui 50 %. L'exode touchant essentiellement les jeunes adultes des deux sexes, la fraction des 15-25 ans résidant en permanence au village est devenue insignifiante. Le processus cumulatif de l'exode contraint les jeunes au départ vers la ville pour trouver un partenaire sexuel ; ne restent le plus souvent que des « laissés pour compte ». La pyramide des âges de la population rurale, établie à partir du recensement de 1970, accuse nettement ce creux des classes jeunes qui, depuis, s'est fortement accentué.

Cette situation a de graves conséquences : vieillissement des exploitants, réduction des surfaces cultivées, baisse de la production. La comparaison des recensements agricoles de 1960 et de 1974-75 est à cet égard riche d'enseignements. La superficie moyenne des exploitations est passée de 147 ares à 102 ares, soit une diminution de 31 % ; le nombre des exploitants a légèrement baissé (71 074 au lieu de 71 440), mais la superficie cultivée annuellement a chuté de 105 110 ha à 72 738 ha (cf. Tabl. 2 et 3). Or, depuis 1975, l'exode rural s'est encore accru, sous l'effet notamment des travaux considérables entrepris à Libreville en vue de la Conférence de l'OUA qui devait s'y tenir en 1977.

TABLEAU 2

*Nombre et taille des exploitations (en %)*

Nombre d'ares	1960		1974		Variations 1974-1960	
	Nombre	Surface	Nombre	Surface	Nombre	Surface
moins de 50	24,9	4,9	40,4	11,9	+ 58	+ 65
50 à 100	28,3	14,2	27,6	19,7	- 3	- 5
100 à 200	23,8	23,6	17,9	34,6	- 25	- 28
200 à 300	10,5	17,4	7,7	17,5	- 27	- 31
plus de 300	12,6	39,9	6,4	26,3	- 50	- 55
ensemble	100	100	100	100	- 1	- 32

TABLEAU 3

*Répartition des exploitants selon leur âge (en %)*

	1960	1974	Variations 1974-1960
20 à 30 ans	10,2	3,3	- 68
30 à 40 ans	24,1	16,6	- 31
40 à 50 ans	35	27,5	- 22
plus de 50 ans	30,4	52,2	+ 71

Même si les chiffres ne sont pas d'une exactitude rigoureuse — car il est malaisé de connaître avec précision les surfaces cultivées et l'âge des populations —, ces recensements jettent une lumière brutale sur le dépérissement du monde rural : en quinze ans la surface cultivée par actif est tombée de 46 ares à 39 ares. Une population vieillie n'a plus l'énergie nécessaire pour entreprendre de grands défrichements ; elle limite les plantations aux besoins de la consommation familiale, sans pouvoir dégager d'importants surplus commercialisables. La rétraction des unités de production se manifeste aussi dans les méthodes culturales : n'ayant plus la force physique nécessaire à l'abattage de la grande forêt, on se limite à la

« petite brousse », où dominent les essences à bois tendre, tels les parasoliers, que même les femmes parviennent à couper à la machette. Par suite, les sols se reconstituant mal, on assiste au recul des cultures exigeantes en faveur de plantes plus rustiques, en particulier le manioc.

### *Un mode de culture à productivité limitée*

Même dans l'hypothèse d'un équilibre démographique préservé, les conditions techniques et sociales du travail agricole fixent des limites assez étroites au système de production, dont l'intensification supposerait une révision des méthodes de culture et des comportements villageois.

Le mode de production obéit à une stricte division sexuelle du travail ; il en va de même pour les outils très rudimentaires : à l'homme, la hache et les armes pour la chasse ; à la femme, la machette, parfois la houe, toujours le panier. Dans un cycle de culture, l'abattage de la forêt et la préparation du brûlis sont des travaux masculins ; c'est la force musculaire et l'ardeur au travail d'un homme qui décident de la superficie de la plantation. Par ailleurs les arbres devant être abattus tôt dans la saison sèche pour bien brûler, la période de travail masculin est courte.

Semer ou planter, entretenir le champ, récolter et porter la récolte au village sont des tâches réservées aux femmes. Là aussi c'est la somme d'énergie musculaire mobilisable qui impose les limites de la surface cultivée. Le temps et l'effort consacrés au sarclage et au portage sont parmi les principaux facteurs limitants — en particulier le portage, d'autant plus astreignant que la distance est longue entre le village et les plantations. La durée moyenne du trajet, selon le recensement de 1974-75, est de 50 minutes, avec des variations régionales allant de 25 minutes à 2 heures ; cette durée oblige parfois à un dédoublement de l'habitat en campements de culture, au détriment de l'animation du village. Le portage de paniers lourdement chargés de bananes ou de manioc, symbole de la soumission des femmes, est une tâche dont la quotidienneté est devenue insupportable aux jeunes filles : elles répugnent à vieillir prématurément sous le fardeau, remettant ainsi en cause le rôle nourricier que la tradition leur assigne.

Le système traditionnel de production est donc limité par des contraintes sociologiques et temporelles. Les hommes, dont le rôle social prime les fonctions productives, ne consacrent qu'une faible partie de leur temps, indispensable certes, au cycle productif ; la sous-utilisation de leur force de travail est patente. Quant aux femmes, en plus des travaux agricoles, elles doivent s'occuper des enfants et de la cuisine dont la préparation est longue. En définitive, ce qui manque pour augmenter la productivité agricole, ce n'est pas l'espace mais le temps ; à moins qu'intervienne un changement du statut social et que les hommes acceptent de travailler la terre — or on les voit mal admettre de leur plein gré de perdre leur statut privilégié : c'est tout le système de valeur de la société rurale qui s'en trouverait bouleversé.

A l'intérieur de ce cadre technologique et sociologique, les exploitations sont toutefois en mesure de produire davantage que pour la seule auto-consommation — du moins dans un contexte démographique pas trop altéré. Il est remarquable de rencontrer, dans quelques secteurs relativement épargnés par l'hémorragie des jeunes, de belles et grandes plantations assurant une production surabondante —, mais il s'agit généralement d'enclaves éloignées des axes de transport et qui ne peuvent écouler leurs surplus qu'avec difficulté. La majorité des exploitants vendent, occasionnellement, quelques produits de leur exploitation : 70 % déclarent vendre du manioc, à peu près autant de la banane, 40 % du taro<sup>5</sup>, etc. Bien qu'il ne soit pas possible de chiffrer cette vente occasionnelle, la pénurie chronique de ces produits sur les marchés prouve qu'elle est loin de satisfaire les besoins nationaux. Il est vrai que les circuits commerciaux portent une grande responsabilité dans cet état de fait.

### *Isolement persistant et commercialisation déficiente*

Il ne fait guère de doute que la production vivrière pourrait s'accroître, dans une certaine limite, si une commercialisation régulière était assurée. Des contrats ou « abonnements » passés par des forestiers avec des producteurs en apportent la preuve. Malheureusement les exploitants ont souvent été découragés par l'irrégularité des enlèvements : il n'était pas rare ces dernières années de voir des paquets de manioc pourrir au bord d'une rivière ou d'une piste, attendant vainement le passage du bateau ou du camion annoncés.

Plusieurs raisons expliquent cette carence du commerce des produits vivriers. Tout d'abord la faible densité, et la dispersion corrolaire des centres de production : il faut parcourir des dizaines, voire des centaines de kilomètres pour remplir un camion, ce qui dissuade bien des commerçants. Ensuite l'état des routes : souvent à la limite du praticable — quand elles ne sont pas coupées en saison des pluies par la formation de bourbiers ou par des ruptures de ponts —, elles sont responsables d'une usure très rapide du matériel roulant. L'entretien défectueux du réseau routier est assurément un obstacle important à la commercialisation régulière des denrées périssables ; il renforce l'isolement des villageois dont la prise de conscience précipite la fuite vers la ville. C'est un « bon pays » disent souvent les habitants de villages reculés, mais on y est trop « privé » à cause de la mauvaise route. Sans une amélioration décisive du réseau routier, on ne peut attendre aucun progrès durable de la production villageoise. Sans doute un réel effort a-t-il été entrepris, mais, en dépit de quelques belles réalisations, l'ensemble du réseau ne répond toujours pas aux exigences d'un transport moderne. Plus grave, si ici ou là des milliards sont dépensés pour la construction d'un magnifique tronçon goudronné, dans le même

5. *Recensement agricole 1974-75, op. cit.*



PH. 1. Village du centre du Gabon retournant à la brousse après son abandon, consécutif à la politique de regroupement sur les routes (*Cliché : R. Pourtier*).

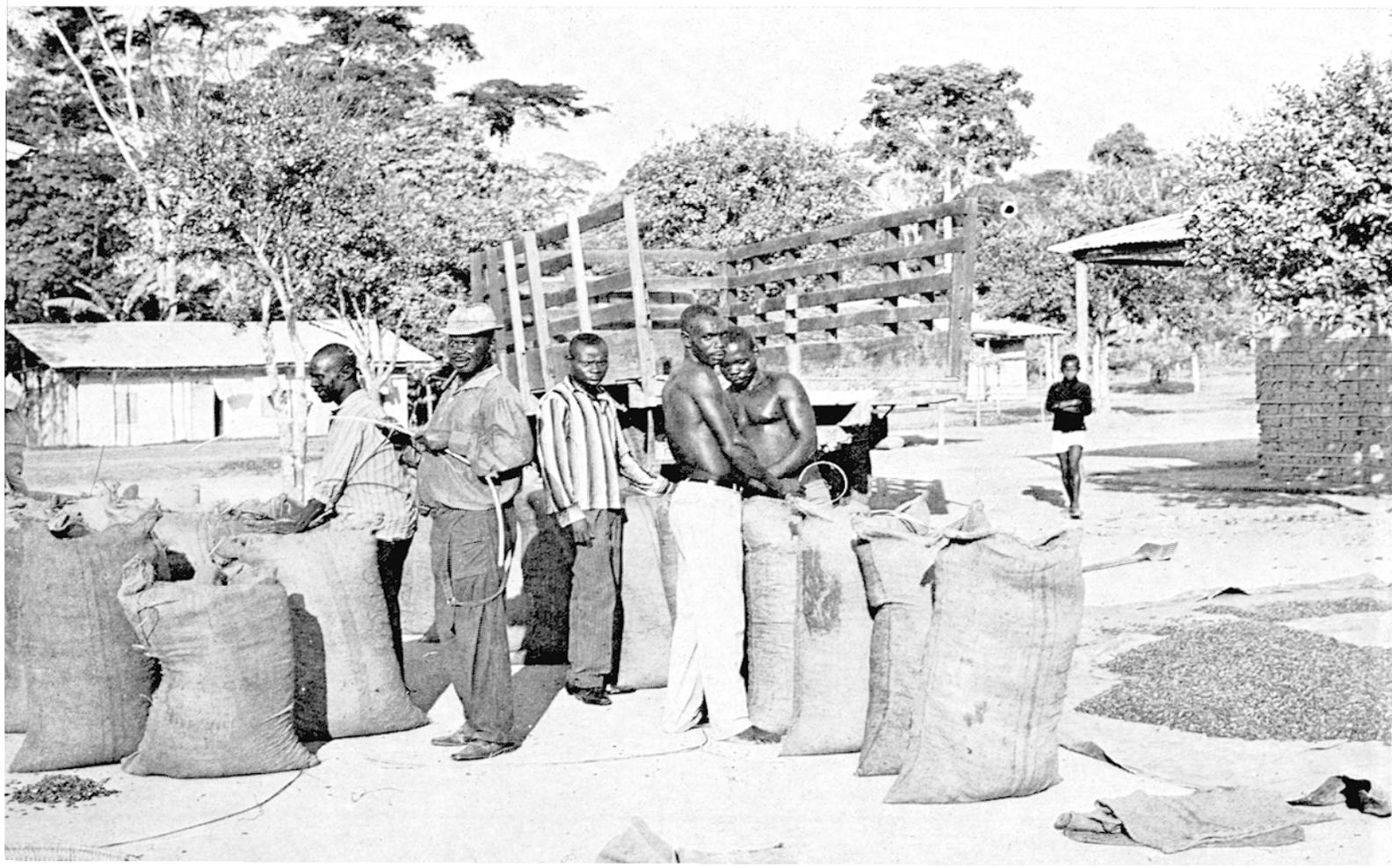
PH. 2. Le travail sur les plantations incombe aux femmes. Ici bouturage de manioc sur un médiocre brûlis à la périphérie de Libreville (*Cliché : R. P.*).





PH. 3. A Franceville, départ pour la plantation, hotte chargée de boutures de manioc : l'appoint des cultures vivrières urbaines demeure indispensable pour l'alimentation des citadins (*Cliché: R. P.*).

PH. 4. La commercialisation du cacao dans la région du Woleu Ntem : sa réussite implique l'entretien des pistes cacaoyères (*Cliché: R. P.*).





PH. 5. Préparation d'une bananeraie près de Ntoum (projet SATEC). Les arbres abattus sont mis en andains et brûlés (*Cliché: R. P.*).

PH. 6. Pépinière de palmiers à huile près de Lambaréné (projet Agrogabon) (*Cliché: R. P.*).





PH. 7. Labour des terres destinées à la canne à sucre : charrue à disques tractée par un tracteur à chenilles (Sohuho) (*Cliché: R. P.*).

PH. 8. Sohuhô : cité 'd'ouvriers agricoles. Le modèle industriel s'empare de l'espace rural (*Cliché: R. P.*).



temps, faute de crédits, la division « Entretien » des Travaux publics laisse se détériorer le réseau routier de base. C'est ainsi que quatre ans après son achèvement, en 1974, la « route économique » Libreville-Franceville, était à peine praticable entre Alembé et Lastoursville ; c'est ainsi qu'en 1978 on ne peut traverser le massif du Chaillu : la route n'est plus, sur 50 kilomètres à l'est de Mimongo, qu'un mauvais sentier. Il est inutile de multiplier les exemples, ceux-là sont assez démonstratifs.

Un handicap supplémentaire tient à la distance entre les principales zones de production, Woleu Ntem et Ngounié-Nyanga, et les grands centres de consommation, Libreville et Port-Gentil. Dans les meilleures conditions de roulage, il faut une journée pour aller de Tchibanga ou Oyem à Libreville ; ce n'est peut-être pas excessif, mais si un bournier immobilise les camions, le chargement de vivres est à tout le moins compromis. Un trafic non négligeable s'était pourtant organisé, en particulier pour l'expédition des bananes et des taros de la Nyanga. Des camionneurs camerounais ou nigériens sillonnaient les routes de la région ; la pesée animait régulièrement les villages. Mais ce trafic a baissé depuis quelques années, les villages, ponctionnés par l'exode, ne produisant plus suffisamment pour assurer un fret régulier aux transporteurs qui répugnent à parcourir plus de 1 000 km pour un chargement aléatoire : même dans la Nyanga, région « vivrière », « le manque de produits vivriers se fait beaucoup sentir [...] et se procurer un régime de banane relève de l'exploit » (*L'Union*, 21 sept. 1978).

La conjugaison de ces facteurs obère considérablement la commercialisation des produits vivriers, sans donner aux producteurs la sécurité de vente. On peut remarquer d'ailleurs que les maisons de commerce européennes des puissants groupes SCOA, CFAO ou Optorg, se sont bien gardées d'intervenir dans la collecte de la production agricole, en dépit de leur position de quasi-monopole dans le secteur de la distribution : la rentabilité en est trop douteuse. Les pouvoirs publics ont tenté de porter remède, mais en vain, aux déficiences de ce commerce en instituant un Office national de commercialisation agricole (ONCA). Mais, comme il advient très souvent à ce type d'organisme, l'office s'est englué dans une bureaucratie inefficace avant de sombrer, ne laissant derrière lui qu'un passif et des paysans déçus. Actuellement la collecte est totalement inorganisée — à tel point que l'État durant une brève période a fait appel à la gendarmerie pour commercialiser les produits ! Le seul projet en cours s'efforce d'organiser des groupements de planteurs à vocation précoopérative dans trois villages de la route de Cocobeach ; prévu pour la période 1978-1982, il vise, avec le soutien financier du FAC, à moderniser la culture par la fourniture de matériel d'abattage et d'appareils de traitement, et par la construction de centres de vente et de stockage. Quoique bien modeste, ce projet a du mal à se mettre en place : pendant des mois le matériel destiné aux groupements est resté bloqué à Libreville, le ministère de l'Agriculture ne trouvant pas de camions pour le transporter... Incident aussi banal que significatif du genre de « panne » qui, trop souvent, compromet la réussite des projets, et n'incite guère les paysans à une participation soutenue.

*D'illusoires regroupements de villages*

Le regroupement des villages apparaît comme l'argument de prédilection des pouvoirs publics en matière de promotion du monde rural. C'est une politique mise en œuvre par l'administration coloniale dès après la Première Guerre mondiale et dont l'objectif est de remédier à la faiblesse fondamentale du sous-peuplement, à savoir la dispersion des hommes et, par suite, la difficulté à les « encadrer ». Si une volonté de contrôle administratif a présidé à l'élaboration de cette politique, des raisons d'ordre économique n'y ont pas non plus été étrangères : le regroupement des villages sur quelques axes routiers doit faciliter leur ouverture et la commercialisation des produits, permettre des économies d'infrastructure et rendre possible l'implantation d'équipements socio-éducatifs.

L'objectif, très largement poursuivi depuis l'Indépendance, est pratiquement atteint du moins en ce qui concerne le premier volet, l'installation des villages sur les axes routiers : l'occupation de l'espace est aujourd'hui linéaire. Le second volet, regroupement de plusieurs villages pour constituer de grandes unités d'habitat, reste inachevé et se heurte à des résistances paysannes. Mais, dans l'optique des responsables de l'aménagement, la nécessité de constituer de grands villages ne fait aucun doute : lors d'un séminaire sur l'aménagement du territoire réuni en novembre 1973 à Port-Gentil, on a pu entendre la recommandation suivante : « L'unité de base devrait être le village regroupé, urbanisé et comptant au moins mille habitants. » Dans le contexte démographique gabonais, cela réduirait le nombre des villages à 200 ou 300 seulement. Est-ce bien réaliste ? Les villages regroupés parviendront-ils à retenir la population rurale ?

Les résultats enregistrés jusqu'à présent permettent d'en douter, car les avantages qu'on a fait miroiter aux paysans ne se sont guère concrétisés. Les villages n'ont pas bénéficié des équipements escomptés, tels que l'adduction d'eau ou un dispensaire réellement opérationnel. Il y a l'école sans doute, mais on sait qu'elle contribue à déraciner les enfants du milieu rural et par là à accélérer l'exode. Quant au commerce, toujours freiné par l'état des routes, il n'a pas connu de progrès significatifs. En revanche les regroupements présentent de réels inconvénients : ils sont en contradiction avec le mode traditionnel de production car ils augmentent la distance du village au champ et, par voie de conséquence, diminuent la capacité productive des exploitations en contraignant les femmes à un surcroît de portage. La formule du « village urbanisé » supposerait qu'elle s'accompagnât d'une transformation dans les méthodes de culture et d'organisation du travail — transformation qui n'est nulle part amorcée.

Dans ces conditions, la pseudo-urbanisation des villages apparaît bien comme un leurre. La logique paysanne, logique intégrante dans laquelle habitat, espace de production et espace social forment un tout cohérent et indissociable, est en contradiction avec la logique séparante des experts qui, sous couvert de modernisation, conduit en fait à un éclatement de la cellule rurale.

## ESPOIRS ET DÉBOIRES DU DÉVELOPPEMENT RURAL

Le développement rural a toujours été considéré comme secondaire dans un État dont l'économie repose sur l'exploitation de la forêt et du sous-sol. Des tentatives ont cependant été faites pour élever le niveau de la production agricole : depuis l'introduction dès l'époque coloniale de cultures arbustives jusqu'aux récents essais de culture maraîchère. Mais le bilan en demeure dans l'ensemble décevant.

*Les difficultés du cacao et du café*

Les cultures arbustives ont été, à partir des années 20, le principal ferment de transformation du monde rural et l'on sait par les études de Gilles Sautter<sup>6</sup> que la culture du cacao au Woleu Ntem a connu une certaine réussite. Mais pour une réussite, d'ailleurs beaucoup moins certaine aujourd'hui qu'il y a vingt ans, c'est, partout ailleurs, un constat d'échec qui s'impose. A l'exception du triangle Oyem-Bitam-Minvoul, l'arboriculture a pratiquement disparu. Faute d'une commercialisation régulière, les paysans ont cessé d'entretenir les caféières dont la production est tombée à moins de 200 t. L'Ogooué Lolo, dont on vante périodiquement la « vocation caféière », n'a produit que 21 t de café en 1977, et s'il reste quelques plantations dans le Haut-Ogooué près d'Okondja, celles de Franceville ne reçoivent plus guère de soins.

Le cacao a mieux résisté, bien que le Woleu Ntem ne soit pas épargné par la crise générale de l'agriculture. Après avoir dépassé 5 000 t en 1972, la production est tombée à 3 000 t en 1977 et les exportations accusent un progressif déclin : 4 970 t en 1973-74, 4 202 t en 1974-75, 3 466 t en 1975-76, 3 460 t en 1976-77. Bilan d'autant plus inquiétant que les cours du cacao ont très fortement augmenté ces dernières années : le prix d'achat au planteur, fixé par la Caisse de stabilisation, est passé de 85 F CFA/kg en 1972 à 150 F CFA/kg en 1976, 230 F CFA/kg en 1977 et 300 F CFA/kg en 1978. La faiblesse des cours avant 1972 n'a pas incité les planteurs à rajeunir leurs cacaoyères, tandis que l'exode rural taillait des coupes sombres dans la population jeune de la région agricole la plus riche du Gabon : selon des sources régionales, la population rurale du Woleu Ntem aurait diminué de 20 000 personnes entre 1975 et 1978, chiffre énorme pour une région qui compte environ 100 000 habitants, mais dont on se demande, à voir l'état des villages et des séchoirs à cacao transformés en séchoirs à linge, s'il est vraiment excessif...

Quoi qu'il en soit, la situation du Woleu Ntem reste préoccupante. Le BDPA, sollicité pour préparer un plan de relance de la culture cacaoyère, a réalisé de nombreuses études, mais ses propositions sont restées lettre

6. Cf. en particulier, G. SAUTTER, *De l'Atlantique au fleuve Congo*, Paris, Mouton, 1966, 2 vol.

morte. Son étude de factibilité du projet de développement rural du Woleu Ntem analyse une situation déjà peu brillante en 1970, et qui s'est beaucoup dégradée depuis (cf. Tabl. 4).

TABLEAU 4

*Age des cacaoyères (en %)*

Date de plantation	avant 1950	entre 1951 et 1960	entre 1961 et 1965	entre 1966 et 1970
Oyem	48,5	36	8,5	7
Bitam	43,5	33	13	10,5
Minvoul	33	44	13,5	9,5

Dans des cacaoyères trop vieilles, une mauvaise conduite de la culture ainsi que les dégâts provoqués par la pourriture brune et les attaques de capsides réduisent les rendements de 200 à 500 kg/ha. Par manque de main-d'œuvre, de nombreuses plantations ne sont plus entretenues, les exploitants se contentant d'une production vivrière.

Les habitants du Woleu Ntem espéraient une vigoureuse action gouvernementale. En fait, les responsables librevillois de l'agriculture montrent « peu d'empressement, voire de la désinvolture » à l'égard de leurs problèmes, comme on peut le lire dans une récente étude du ministère de l'Économie et des Finances<sup>7</sup>. Un programme phytosanitaire qui devait traiter 50 000 ha de 1973 à 1977 n'en a traité que 12 000, et en 1976-77 rien n'a été fait par manque de produits. Les pistes indispensables à l'évacuation du cacao devaient être remises en état au cours d'un plan de 4 ans (1969-1972), mais des travaux bâclés et l'absence d'entretien firent qu'elles « se dégradèrent au point qu'en 1974 elles se trouvaient dans un état plus catastrophique qu'avant 1969 ».

Un profond désenchantement s'est emparé du Woleu Ntem, et tandis que les « embellissements » urbains de la capitale provinciale engloutissaient 14 milliards de F CFA à l'occasion de la fête nationale du 17 août 1978, le monde rural continuait à s'enfoncer dans la crise et les projets du BDPA devenaient caducs. Les pouvoirs publics ont pourtant mis sur pied un organisme théoriquement chargé de prendre en main le développement de la culture du cacao : la SONADECI (Société nationale de développement des cultures industrielles). Mais ses ressources financières semblent être entièrement absorbées par son propre fonctionnement et ses frais d'installation... à Libreville et à Oyem, si bien que les planteurs attendent toujours de la voir à l'œuvre.

Ces difficultés sont particulièrement exemplaires de la crise rurale gabonaise, car c'est le Woleu Ntem qui a été l'objet des efforts les plus

7. *Cinq années de péréquation et de stabilisation, 1973-1977*, Libreville, Ministère de l'Économie et des Finances, 1978.

suivis d'encadrement et de développement. Que dire alors des régions extrêmement isolées comme l'Ogooué Ivindo ou l'Ogooué Lolo, plus ou moins abandonnées à elles-mêmes ; ou même de la Ngounié-Nyanga, autre ensemble régional à « vocation agricole », mais où les essais de culture commerciale se sont soldés surtout par des échecs, qu'il s'agisse de la mise en valeur de la palmeraie naturelle de Moabi, ou de la culture de l'arachide à Lebamba et Tchibanga ? L'incapacité de l'ONCA à organiser une commercialisation régulière de l'arachide est grandement responsable du déclin de cette culture : en 1974 le hangar de l'agriculture à Lebamba était rempli de sacs d'arachide — ou plutôt de poudre d'arachide, car tout avait fini par pourrir faute d'avoir été écoulé — et l'on dut plus tard brûler les vieux stocks pour faire place à une nouvelle récolte. Comment espère-t-on stimuler le producteur avec de telles pratiques ? Il n'empêche qu'on continue à vanter la « vocation » arachidière de Lebamba et de Tchibanga, bien que le BDPA ait récemment conclu à la non-rentabilité d'un projet arachide dans la Nyanga. Il est temps de ne plus s'illusionner sur les capacités productives de régions saignées par l'exode des jeunes et où, de surcroît, la paysannerie a été démobilisée par une succession d'échecs agricoles.

#### *Les tentatives de riziculture*

Une mission chinoise installée depuis 1963 au Gabon — dans le cadre d'accords passés avec Formose d'abord, avec la Chine populaire depuis 1973 — a implanté quelques stations rizicoles, telles celles d'Akok à une cinquantaine de kilomètres de Libreville, ou de Tchibanga et de Niali dans la Nyanga. La culture du riz n'était pas tout à fait inconnue au Gabon : dans les années 50 une riziculture sèche s'était développée dans la Nyanga, sous l'impulsion des Services de l'agriculture. La production y atteignit 1 000 t en 1954, avant de décliner, pour disparaître peu à peu. Avec les Chinois, ce qui est nouveau c'est la riziculture irriguée. Leurs missions assurent la mise en place des blocs de culture — quelques dizaines d'hectares — et le soutien technique aux riziculteurs attributaires de lots, organisés en groupements. Dans la pratique, la réalisation s'est heurtée à bien des obstacles, dont l'incompréhension linguistique n'était pas le moindre. En outre les contraintes rigoureuses de la culture irriguée, comme la nécessité d'un travail intensif et méthodique, ont rebuté maints candidats riziculteurs, si bien que les objectifs n'ont jamais été atteints : la production plafonne autour de 200 à 300 t de riz, et les Chinois sont restés un corps étranger à la société rurale gabonaise sans être parvenus à former de véritables riziculteurs.

Récemment sollicités pour l'implantation près de Lambaréné d'une ferme rizicole devant comprendre 500 ha de rizière, les Chinois ont remis un rapport concluant à la non-rentabilité de l'opération par suite du coût des facteurs humains de production : leur expérience les a rendus prudents. La faible productivité du travailleur gabonais demeure donc un gros handicap pour les opérations de développement.

Nouveaux venus au Gabon, les Japonais pensent pouvoir réaliser un projet de 500 ha de riziculture irriguée à Ndendé : la Nippon Koei vient d'y entreprendre les premiers travaux, non sans difficultés, et il faudra attendre quelques années pour savoir si les Japonais réussiront mieux que les Chinois, mais une riziculture intensive de type extrême-oriental, avec ses contraintes de travail, n'est guère adaptée au milieu gabonais.

### *Échecs et espoirs des cultures maraîchères*

La production gabonaise de légumes frais est encore dérisoire en regard des besoins croissants de la population urbaine, spécialement européenne ; importés par avion, ces vivres frais coûtent très cher et il est donc apparu intéressant de développer le maraîchage local. Techniquement, la culture légumière est parfaitement possible : les très beaux jardins de certaines missions religieuses en ont donné la preuve. Pourtant les premières opérations ont connu de gros déboires, en particulier la plus importante d'entre elles, celle de Médouneu, petit centre urbain situé à la frontière de la Guinée équatoriale et retenu pour son climat relativement frais.

La Société de développement rural de Médouneu (SDRM), créée en 1966 avec le soutien financier du FED et l'appui technique de la FAO, envisageait d'implanter 150 à 200 maraîchers sur 280 ha, et escomptait une production de l'ordre de 640 t de légumes et de 300 t de pommes de terre. La SDRM était chargée de la commercialisation, la route devant être refaite entre Médouneu et Libreville sur crédits du FED. Après un démarrage lent — Médouneu ne produisait que 40 t de légumes et de pommes de terre en 1971 —, on espérait un accroissement de la production. Or le centre de Médouneu est aujourd'hui pratiquement à l'abandon. Les raisons de cet échec sont multiples : population peu encline à un travail agricole régulier et astreignant, faiblesse de l'encadrement, mauvaise gestion, voire détournements de crédits, incertitudes de la commercialisation. Les paysans qui avaient accepté de jouer le jeu ont été vite découragés. L'insuffisance des traitements antiparasitaires, l'usure rapide d'un matériel qu'on ne parvenait pas à réparer, une vente incertaine, due tantôt à l'état de la route tantôt à la fantaisie des transporteurs, ont rapidement eu raison de leur bonne volonté. L'hostilité des maisons de commerce importatrices, qui constituent un puissant groupe de pression, a sans doute contribué à accélérer le ratage de l'opération.

L'échec d'entreprises de ce type n'est pas forcément rédhibitoire, mais la réussite implique un meilleur encadrement, une gestion rigoureuse, une vente assurée du produit, un suivi dans l'action. C'est précisément ce qu'on s'efforce de réaliser à Ntoun, centre urbain qui offre l'avantage d'être proche de Libreville. Il s'agit d'un projet FAO, avec participation financière du PNUD, prévu pour une durée de cinq ans (1975-1980). Le Centre d'introduction, d'adaptation et de multiplication de matériel vivrier et fruitier (CIAM) a un double objectif : multiplier des plants sélectionnés (maïs, manioc, plantain, arbres fruitiers) pour les distribuer aux paysans et

encadrer un groupement maraîcher. Ce dernier est encore modeste (23 maraîchers), mais il a donné des résultats encourageants : en 1977 il a produit 57 t de légumes, assurant un revenu de 11,7 millions de F CFA — 1,6 million de F CFA pour le meilleur maraîcher —, preuve que la culture maraîchère peut assurer des gains élevés. Toutefois il faut remarquer que ces résultats ont été obtenus grâce à un très fort encadrement : le CIAM ne compte pas moins de 4 Européens et de 15 Gabonais. Sans doute ne s'occupent-ils pas uniquement des maraîchers, il n'en reste pas moins certain que leur présence assure le soutien indispensable au suivi des opérations, et l'on peut se demander ce qu'il adviendra si, en fin de projet, les experts quittent Ntoun.

On touche là à un problème de fond qui mérite réflexion. Le développement d'activités agricoles nouvelles implique la présence d'étrangers, non seulement en raison de leur compétence agronomique, mais aussi pour assurer une gestion efficace ou tout simplement l'autorité indispensable qui souvent fait défaut aux autochtones par suite de la survivance de systèmes de pouvoir peu compatibles avec les exigences d'une entreprise moderne. Tous les projets prévoient que l'assistance sera temporaire, la relève devant être assurée par des nationaux qui, entre temps, auront été formés. Malheureusement l'expérience montre que cette relève s'effectue mal. Les rares cadres agricoles sont souvent détournés vers des branches de la fonction publique où ils ne peuvent exercer leur compétence, et d'une façon générale l'image flatteuse du « col blanc » n'incite pas aux travaux de terrain. La récente École des cadres ruraux d'Oyem formera-t-elle autre chose que des fonctionnaires cherchant uniquement à tirer avantage de leur statut de diplômés ?

Bien sûr ces problèmes ne sont pas spécifiques au Gabon, toute l'Afrique les connaît à des degrés divers, mais dans un pays où le développement rural est aussi peu avancé ils revêtent une importance particulière. Dans l'immédiat, on se trouve devant un dilemme : ou bien perpétuer l'assistance, ou bien aller au devant d'échecs à peu près certains ; cette impuissance ne traduit-elle pas un choix inadéquat d'opérations qui parviennent mal à se greffer sur le corps social ? Plutôt qu'une inaptitude, il y a peut-être un phénomène plus ou moins conscient de rejet d'un modèle importé, modèle de « Blancs » qui sans les Blancs perd sa raison d'être.

#### *Les débuts de l'élevage bovin*

Afin de limiter l'accroissement des importations de viande, le Gabon s'efforce de réaliser un programme d'élevage de gros bétail. Les résultats en sont encore modestes, mais de bonnes perspectives existent à condition de pouvoir former des éleveurs. Après les déboires d'un élevage extensif de bovins dans la Nyanga, qui montra que le ranching ne s'improvisait pas, le ministère de l'Agriculture a présidé à la constitution d'un Office gabonais de production de viande (OGAPROV). Dans son ranch d'Okouma dans le Haut-Ogooué (cf. Fig. 2, p. 57), il s'emploie avec un succès certain à dévelop-

per un élevage intensif. Pâturages de stylosanthès, rotation des bêtes (un millier de bovins) sur les parcelles, traitements sanitaires réguliers donnent un troupeau de belle venue. L'objectif est de former des bouviers qui auront la responsabilité d'une centaine de têtes, le ranch assurant les gros travaux, tels que labours et semis, surveillance sanitaire et commercialisation. On espère par ce système intéresser les éleveurs et leur assurer — point capital pour retenir les hommes à la terre — des revenus comparables à ceux des centres miniers voisins. Créé en 1971, l'OGAPROV accroît régulièrement son troupeau et prépare des extensions de pâturages vers les savanes de la Lékédi. Une dizaine de bouviers ont été formés ; c'est bien sûr très peu, mais dans un pays sans tradition d'élevage, c'est un premier pas qu'on ne saurait négliger. Le développement rural qui implique une formation des hommes est œuvre de longue haleine.

Le tableau du développement rural dont on vient de présenter les grandes lignes n'est guère brillant. Faute de moyens et de cohérence, les opérations entreprises ici ou là ne sont pas parvenues à freiner l'exode rural. Les thèmes et les modèles proposés n'ont pas réussi à mobiliser les agriculteurs. Rien n'a été fait concernant l'amélioration de la culture des produits vivriers de base, l'arboriculture a cruellement manqué de soutien, et le monde rural, resté en marge de la croissance économique, n'a rien pu opposer à l'irrésistible attraction urbaine. C'est dans ce contexte de crise que s'inscrivent les projets actuels d'agriculture industrielle.

#### L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE ET SES LIMITES

L'enrichissement du Gabon a provoqué depuis quelques années une surenchère des organismes spécialisés en matière de développement et d'agriculture tropicale. Une avalanche d'études, auxquelles il ne manque pas « un bouton de guêtre », s'est déversée sur le ministère de l'Agriculture. La SATEC, la SEDES, le BDPA, Bonifica, Euroconsult, la SOMDIAA ou le groupe Socfin sont sur les rangs, sans parler de la FAO, pour ne citer que les principales. Les projets retenus, élaborés dans la période d'euphorie qu'a connue le Gabon entre 1974 et 1977, pâtissent aujourd'hui des difficultés financières causées par les énormes dépenses engagées à l'occasion de la réunion de l'OUA à Libreville. Ayant entrepris d'éponger un endettement très lourd, le Gabon ne peut faire face aux échéances initialement prévues pour la réalisation des projets agricoles, dont certains piétinent à peine commencés. En supposant résolues ces difficultés conjoncturelles, quels peuvent être les effets de cette nouvelle agriculture sur ce qu'il reste de campagne gabonaise ? On peut essayer d'en dresser le bilan d'après l'état des réalisations à l'été 1978 (Fig. 2).

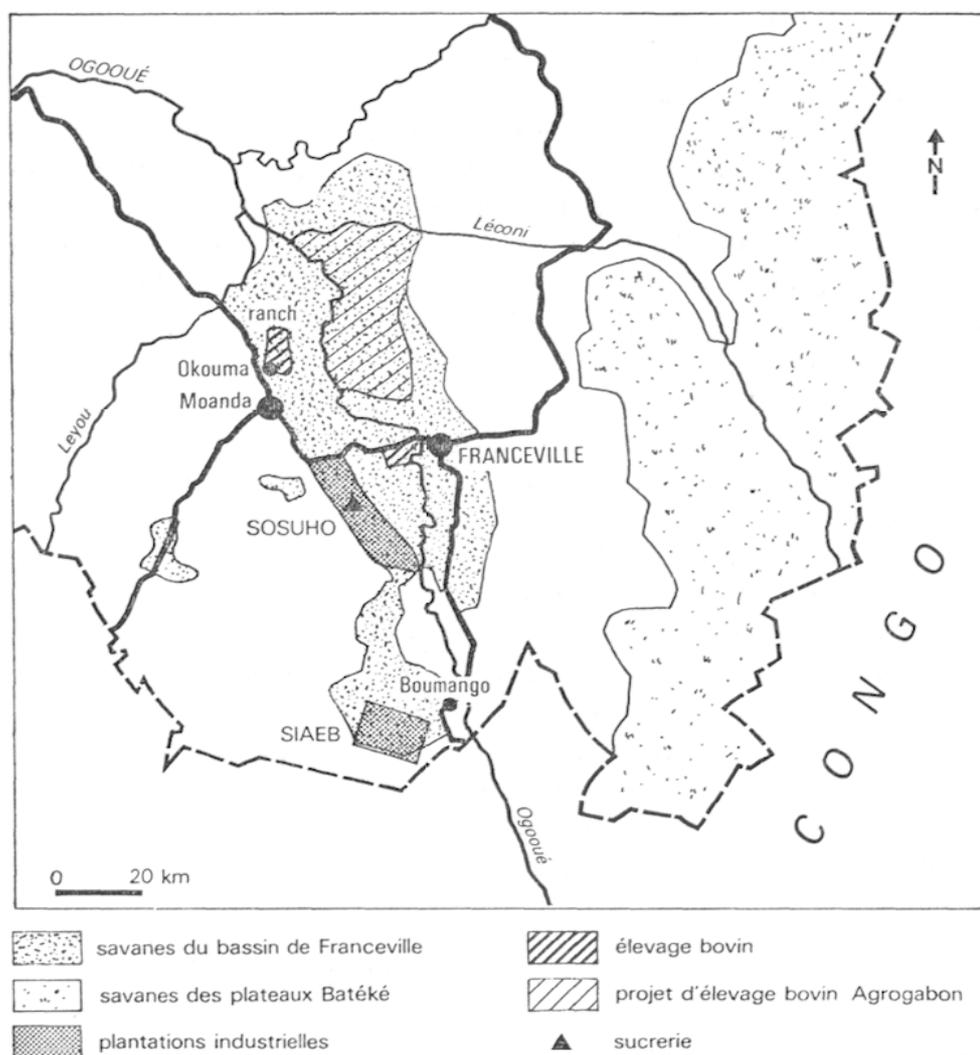


FIG. 2. Plantations industrielles et élevage dans le Haut-Ogooué.

### *La Société sucrière du Haut-Ogooué (SOSUHO)*

Installée depuis 1975 sur des plateaux couverts de savane qui s'étendent entre Moanda et Franceville, la SOSUHO, première réalisation agro-industrielle gabonaise d'envergure — au capital de 2,6 milliards de F CFA, dont 51 % à l'État gabonais, 22 % à Elf Gabon, 9,5 % à la SOMDIAA — s'est fixé comme objectif la plantation de 6 000 ha de canne à sucre, devant assurer une production de 30 000 t de sucre.

Une certaine improvisation a présidé à l'installation de la plantation ; il n'a été procédé à aucune expérimentation ou étude pédologique systématique : la volonté présidentielle de développer des activités dans le Haut-Ogooué et la crise du sucre qui sévissait à l'époque ont entraîné la décision. Les techniciens de la SOMDIAA, promoteur du projet, se sont appuyés sur leur expérience acquise à Jacob, au Congo, ou encore en Haute-Volta ou au Cameroun ; néanmoins les conditions écologiques n'étant pas

comparables, la plantation conserve à certains égards un caractère expérimental. Le milieu naturel n'est d'ailleurs pas très favorable à la canne : les sols, chimiquement très pauvres et acides, exigent de gros apports de chaux et d'engrais. L'ensoleillement à peine suffisant — un temps couvert règne en saison sèche — limite la campagne de coupe à juin et juillet. Une mécanisation très poussée a permis de réduire les besoins en main-d'œuvre : 733 personnes en juillet 1978, dont 339 Gabonais seulement, contre 393 étrangers (une trentaine d'Européens, des contingents de Camerounais, Congolais, Voltaïques, Tchadiens, etc.), sans compter une vingtaine de Mauriciens employés à la fabrication du sucre.

En 1978, pour 3 800 ha plantés, dont 2 500 ha récoltés, la production de sucre a été de 7 000 t. Le projet s'est donc rapidement mis en route, mais on peut s'interroger sur sa rentabilité économique et sociale. L'investissement est élevé (14 milliards de F CFA), le compte d'exploitation fait ressortir une perte de plus de 1 milliard de F CFA pour 1977, et le coût de production est deux à trois fois plus élevé que le cours mondial depuis que celui-ci a retrouvé un niveau normal. En période de croisière, prévue pour 1981, la production devrait atteindre 30 000 t, dont 8 000 t seulement devraient être absorbées par le marché intérieur. Le problème se posera alors d'écouler un sucre qui sera sans doute nettement plus cher que celui des États concurrents. Il y a tout lieu de craindre que la SOSUHO ne soit une charge pour l'État — en contrepartie de salaires dont jusqu'à présent ont surtout bénéficié... les étrangers.

#### *La Société industrielle d'agriculture et d'élevage de Boumango (SIAEB)*

La SIAEB a été créée en 1977 (Gabon 51 % du capital, SOMDIAA 49 %) avec pour objectif la production de 2 millions de poulets par an, l'État lui garantissant « écoulement prioritaire sur le marché national et protection contre l'importation ». Voici une fois encore la SOMDIAA promoteur technique d'une opération dont la rentabilité économique et les préoccupations techniques ne vont pas forcément de pair. La SIAEB est en effet implantée à l'extrême sud du Haut-Ogooué, aux antipodes des centres de consommation, dans une bande de savane proche de la frontière congolaise, dans une région à peu près déserte. Comme il ne saurait être question d'importer des aliments pour volailles dans ce bout du monde, une plantation de maïs doit servir de support à l'alimentation des poulets : 4 000 ha sont prévus à cet effet. On n'en est encore qu'aux essais, mais déjà plusieurs centaines d'hectares sont en cours de préparation avec la contribution de gros matériel, tracteurs à chenille, charrues à disque, etc. On ne saurait préjuger des résultats agronomiques ; ce qui est sûr en revanche c'est que la SIAEB, pas plus que la SOSUHO, ne peut-être considérée comme un véritable élément de développement rural. La société a racheté un campement de forestiers pour y loger sa main-d'œuvre ; le camp a changé de contenu, mais il reste une cité ouvrière aux barraquements de bois, rien de plus.

### *Agrogabon*

Agrogabon, société de développement de l'agriculture et de l'élevage au Gabon, s'est constituée en 1977 autour des promoteurs techniques Socfinco de la société Socfin, pour ce qui concerne la culture, et Van Lancker pour la partie élevage. Les difficultés de financement ont retardé la réalisation des deux grands projets qui portent sur le palmier à huile et l'élevage bovin, et dont le coût était chiffré à 28 milliards de F CFA. Les deux unités de ranching envisagées dans les savanes de la Nyanga et de Franceville en sont encore au stade de projet, seul le programme palmier à huile est entré dans sa phase d'exécution.

La région choisie pour la plantation d'élaeis est celle de Lambaréné dont on considère l'environnement physique comme « palmophile ». Deux palmeraies avaient déjà été créées dans les années 60 dans le Moyen-Ogooué, mais celle de la Sogabol est abandonnée, et Palmhévéas (800 ha) végète avec une production d'huile de l'ordre de 1 200 t. En dépit de cet échec attribué à des déficiences humaines, Agrogabon estime pouvoir réussir son opération grâce à une mécanisation poussée qui permettra de comprimer au maximum les besoins en main-d'œuvre. Le projet est ambitieux : 15 000 ha à planter entre 1977 et 1982, création de deux usines et de 2 000 à 2 500 emplois. En période de croisière, la production d'huile devrait être de 50 000 t, celle de palmistes de 10 000 t. En 1978 cependant, 500 ha seulement étaient plantés et les perspectives de développement restaient incertaines.

### *La SATEC et le projet bananier de Ntoun*

A quarante kilomètres de Libreville, les bulldozers éventrent la forêt. D'énormes andains se consomment : la SATEC prépare pour le compte de l'État gabonais une bananeraie de 300 ha, dont 50 ha plantés en 1978. C'est un projet beaucoup plus modeste que les précédents et destiné uniquement au marché intérieur. Là non plus il n'est pas question de développer une paysannerie, mais d'employer une main-d'œuvre salariée banale dans une exploitation hautement mécanisée. Toutefois il est permis de penser que la bananeraie aura des retombées positives, notamment pour les villageois des environs qui espèrent en obtenir des plants sélectionnés.

Pour terminer ce tour d'horizon des projets en cours, il convient de faire mention, tant elles sont caractéristiques de la situation gabonaise, des cultures hydroponiques. Dans un pays où l'espace cultivable est ce qui manque le moins, on pratique des cultures « sans sol » dans deux exploitations situées l'une près de Libreville, l'autre près de Port-Gentil ; cette dernière, Agripog, est une réalisation de la SATEC. Exemple remarquable d'une production alimentaire sans aucun rapport avec le milieu rural.

Toutes ces réalisations de « dernière génération » apparaissent donc conformes aux principes énoncés dans le Plan directeur agricole, ce qui ne

saurait surprendre puisqu'il a été élaboré par des équipes proches, quand ce ne sont pas les mêmes, des promoteurs des projets. Fortement capitalistiques, très mécanisées, elles introduisent un secteur industriel dans le domaine de la production agricole. Il apparaît ainsi que l'économie minière fait plus que « tirer la croissance de l'agriculture », elle impose un modèle de production dans lequel la technologie prime le développement humain. Ses acteurs sont parfaitement interchangeables, de l'usine à la plantation, qu'ils soient manœuvres ou conducteurs d'engins. Les blocs de culture industrielle forment des pièces rapportées, sans ancrage dans le tissu rural. La terre n'y a pas plus de valeur symbolique que la mine ou le chantier ; le travail, appauvri en vulgaire emploi salarié, codifié, morcelé en unités abstraites de temps, prend place dans un système de rapports sociaux qui lui retirent toute possibilité de créativité. Les grands projets en cours vont donc dans le sens de l'industrialisation de la société globale gabonaise, mais, en dépouillant les villages du peu de main-d'œuvre qui y reste, ils accélèrent le dépérissement de la société rurale.

Ces projets toutefois ont leurs limites, dont la difficulté de recrutement de main-d'œuvre n'est pas la moindre. On a vu qu'à la SOSUHO plus de la moitié du personnel étaient des étrangers. Agrogabon risque de connaître des problèmes identiques : pour son dossier préliminaire d'exécution, Socfinco a fait recenser les ressources humaines de la région de Lambaréné. D'après cette étude, la population rurale, dans un rayon de 100 kilomètres autour de la plantation, ne serait que de 15 700 personnes, dont seulement 2 160 hommes de 15 à 49 ans et 2 920 femmes de 20 à 49 ans. C'est ainsi que la faiblesse démographique a « conduit à réduire d'un tiers les besoins normaux en main-d'œuvre pour un projet de ce type », en recourant à une mécanisation maximum.

Par ailleurs le coût de la main-d'œuvre est très élevé, directement par le poids des salaires, indirectement par sa faible productivité et l'importance de l'usure ou de la détérioration du matériel : on ne compte pas les engins en panne et les véhicules accidentés. Si un « caterpillar » est prévu pour tourner normalement 10 000 heures, on doit souvent se contenter de la moitié. Le Plan directeur agricole souligne qu'en 1975 le coût du salariat agricole est plus élevé au Gabon qu'en Côte-d'Ivoire et, a fortiori, qu'au Cameroun. Depuis, la situation apparaît encore plus défavorable : dans le rapport de factibilité établi pour Agrogabon par Socfinco et Sétimeg-Gabon en 1977, il est estimé que le coût de la journée de travail au Gabon est, comparé à celui de la Côte-d'Ivoire, 3,4 fois plus élevé pour un travailleur gabonais et 5,4 fois plus pour un immigré voltaïque. Il va sans dire que cela pèse lourdement sur les facteurs de production, et l'on voit mal que les entreprises d'agriculture industrielle puissent être compétitives sur le marché international. De toute façon, même si elles parviennent à la rentabilité économique, elles resteront un corps étranger au monde rural — sans offrir les avantages qu'on escompte du milieu de vie urbain.

\*

Le tableau qu'on vient de brosser établit un incontestable diagnostic de crise, le bilan du développement rural s'inscrivant pour l'essentiel au passif. De projets en échecs, l'agriculture perd chaque jour ses chances de promouvoir une paysannerie dont le niveau de revenu serait satisfaisant et qui jouirait d'un statut honorable. Les infrastructures propres à intégrer le monde rural à l'économie nationale tardent à se mettre en place, et si un plan routier actuellement en discussion (plan élaboré par la SEDES et le BCEOM) se réalise, il risque fort d'arriver trop tard, eu égard à l'hémorragie des jeunes qui compromet l'avenir des villages.

Les villes ont englouti les bénéfices de l'exploitation minière au détriment du développement des campagnes vidées de leur substance. Mais, inversement, l'économie urbaine reste insuffisamment développée : en dépit de la relative importance des revenus salariaux distribués en ville, une activité agricole s'y maintient et semble même s'étendre. Les petits salaires couvrent difficilement les besoins alimentaires des familles, contraintes de compléter leurs ressources par une culture d'appoint. Cela est d'autant plus vrai que la ville est petite — les seuls revenus salariaux y sont ceux des fonctionnaires —, mais même à Libreville il est fréquent que les femmes d'employés modestes entretiennent une plantation dans la ceinture péri-urbaine. C'est aussi le lot commun de beaucoup de « ménagères » qui travaillent à mi-temps chez leur employeur et consacrent le reste de la journée à des tâches agricoles. Il n'est pas rare de rencontrer des femmes qui préparent seules le brûlis, attaquant de jeunes friches à la machette pour y planter du manioc. Ces cultures « urbaines » contribuent à équilibrer l'économie domestique des citadins ; une étude systématique serait nécessaire pour préciser leur part dans le bilan alimentaire des villes. A défaut, la simple observation montre qu'elle est essentielle dans les petites villes et tend, semble-t-il, à croître dans les grandes. La ville cherche donc à suppléer, partiellement, à l'insuffisance des livraisons provenant des campagnes, témoignant de l'inarticulation fondamentale entre système urbain et société rurale.

Dans le contexte présent, au village comme à la ville, les femmes continuent vaille que vaille à pourvoir aux besoins alimentaires ; mais le refus du rôle nourricier que la tradition leur assigne ne cesse de s'affirmer avec la scolarisation et l'urbanisation. Les jeunes filles n'acceptent plus d'être la « bête de somme » et il faudra bien, un jour, que les hommes en tirent la conséquence. Les techniques sociales par lesquelles ceux-ci avaient établi leur pouvoir perdent de leur efficacité avec la « salarisation » de la société.

« Il existe dans la plupart des régions rurales du Gabon un important sous-emploi masculin. Ce sera l'un des objectifs du Plan que d'obtenir la participation de l'élément masculin à la vie rurale. Cette participation ne pourra être acquise que si des innovations techniques rompent le lien psychologique qui fixe la répartition des tâches. » Cet objectif ainsi présenté par le premier Plan de développement du Gabon (1966-1970) n'a nullement